

FORUM OST-WEST : Les futures guerres de V. Poutine

Compte-rendu d'une conférence tenue devant le Forum Ost-West (Berne) le 23 août 2016 par le Prof. Dr. Albert A. Stahel de l'Institut des études stratégiques.

Conférence : Le Professeur Albert Stahel, dans sa conférence, est principalement revenu sur les options d'invasions militaires qui existent actuellement dans les cartons du Kremlin, surtout en lien avec les pays baltes. Afin de contextualiser son discours, un retour nécessaire sur l'histoire de la région, sur l'actuel contexte géopolitique et sur le potentiel militaire russe a été fait. Ceci a également permis de préciser le type de menace qui plane aujourd'hui sur l'Europe.

Les provinces des rivages orientaux de la Baltique ont été, durant le Moyen Age et le début de l'ère moderne, la chasse gardée de la Hanse teutonique, et ce jusqu'à la paix de Westphalie. A la suite de la Grande guerre du Nord contre les Suédois (1700-1721), la région est englobée dans le Tsarat de Russieⁱ, donnant ainsi à l'Empire russe naissant d'importantes régions fructifères ainsi qu'une vaste fenêtre maritime sur l'Europe. Dans le sillage de la paix de Brest-Litovsk (1918) et des grandes conférences de la fin de la Première Guerre mondiale, les peuples baltes gagnent leur indépendanceⁱⁱ; elle sera néanmoins d'une courte durée puisque ces pays sont annexés durant le deuxième conflit mondial par l'URSS, et ceci suite au protocole secret conclu en marge du pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

En 1991, les peuples baltes recouvrent leur liberté une nouvelle fois – tout comme la Biélorussie et l'Ukraine. Néanmoins, les années de domination russe sur les régions baltes font qu'une importante minorité russe habite ces paysⁱⁱⁱ, ce qui constitue pour le Kremlin, aujourd'hui encore, une éventuelle « cinquième colonne » non négligeable.

Ainsi, depuis 1991, la Russie retrouve plus ou moins des frontières sur son flanc ouest qui correspondent à celles qu'elle possédait sous Ivan le Terrible, au 16^{ème} siècle, à l'aube de son expansion : une ligne Saint-Pétersbourg-Rostov. A ce titre, la Russie perd à la fin de la guerre froide un accès important à la mer Baltique - une zone d'influence historique – mais conserve néanmoins l'exclave de Kaliningrad, ce bout de terre constituant un avant-poste militaire européen stratégique pour Moscou.

En 2004, de nombreux pays de l'ancien bloc communiste^{iv}, dont les pays baltes, entrent dans l'Union européenne ainsi que dans l'OTAN : quinze ans après la fin de la guerre froide, la Russie est potentiellement menacée à ses frontières par une alliance militaire occidentale.

En conséquence et suite à l'intervention armée de 2008 en Ossétie du Sud, la Russie décide de restructurer et de moderniser ses forces militaires, d'engager des négociations de désarmement à un niveau stratégique avec les Américains et de réorganiser certains des plus importants arrondissements militaires, dont celui occidental. Economiquement, le gazoduc Nord Stream donne au Kremlin un accès direct au cœur de l'Europe occidentale, ce qui représente un levier de pression certain dans les mains de Moscou.

Au niveau de la menace, des missiles balistiques à moyenne portée (Iskander M) sont stationnés à Kaliningrad : ils peuvent de facto atteindre Berlin. De plus, les bombardiers tactiques russes Soukhoï Su-34, avec 3000 kilomètres d'autonomie, sont en mesure de « couvrir » toute l'Europe occidentale et de neutraliser une réaction militaire de l'OTAN.

En outre, de nombreuses forces russes sont en poste le long de la frontière des pays baltes. Un scénario « afghan » est envisageable, voire « aisé » militairement parlant dans la région, c'est-à-dire une invasion des pays baltes, avec pour objectifs finaux une occupation de Riga et Tallinn. Dans le Sud, l'armée russe peut s'en prendre à l'Ukraine et créer une nouvelle « Petite Russie », région qui existait à l'époque de l'Empire russe et qui englobait la Crimée et le Donbass.

Vladimir Poutine, selon le Professeur Albert Stahel, rêverait de reprendre les pays baltes et se fait un honneur de redonner à la Russie un statut de grande puissance, telle qu'elle a existé en 1814 lorsqu'elle défila avec ses troupes sur les Champs-Élysées ou encore à l'époque de l'Union soviétique. Une attaque du Sud de l'Ukraine ne risque pas d'attiser les foudres de l'Occident (l'annexion de la Crimée le démontre), mais une réaction plus forte de l'Europe et de l'OTAN est à craindre en cas d'invasion des pays baltes. Les USA s'y préparent d'ailleurs en envoyant actuellement des bataillons dans ces pays, tout en n'écartant pas l'option nucléaire^v.

Une telle invasion n'est pas pour demain. La Russie a fait, récemment, de mauvaises expériences dans son aventure syrienne ; de plus, aucune attaque ne se fera avant de connaître la personne qui occupera dès novembre 2016 la Maison-Blanche. Néanmoins, l'Europe se retrouve, aujourd'hui, dans un climat de tensions grandissantes et de grandes incertitudes, climat inédit depuis la fin de la guerre froide.

Réponses du conférencier aux questions et remarques suite à la présentation

Georg Dobrovolny s'interroge quant aux conflits potentiels en Asie centrale ou avec la Chine. Selon le Professeur Albert Stahel, la Chine tend à retisser des liens avec les pays du Touran, le Kazakhstan par exemple, Pékin rêvant d'une nouvelle « route de la soie » : ceci pourrait porter à terme atteinte aux intérêts russes dans la région. Dans certains cercles proches de Vladimir Poutine, la vraie menace viendrait de la Chine.

Concernant un scénario « à la Crimée » dans les pays baltes, le Professeur Stahel ne peut être totalement d'accord : les Russes des pays baltes sont des citoyens de l'Union européenne et ne désirent certainement pas perdre ce statut ; ces Russes ne constituent, ainsi, pas une « cinquième colonne » fiable.

Quand bien même l'Allemagne freine le processus de l'augmentation des forces conventionnelles de l'OTAN dans les pays baltes, les USA poursuivent cette voie. La Russie possède, dans la région, des avantages certains concernant un éventuel conflit conventionnel. Ceci pourrait mener, à terme, à une escalade nucléaire entre les USA et la Russie, ce à quoi Washington se prépare.

L'Europe est bel et bien entrée dans une période de grandes incertitudes. Un conflit majeur ne semble plus relever des fantasmes les plus fous.

Frédéric Steputat, pour le Forum Ost-West, ce 2 septembre 2016.

ⁱ De cette époque mouvementée date la fondation de Saint-Pétersbourg 1703, capitale de l'Empire russe.

ⁱⁱ Via la création de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie.

ⁱⁱⁱ Respectivement 24,8% en Estonie, 26,9% en Lettonie et 5,8% en Lituanie.

^{iv} Entre autres la Hongrie, la Tchéquie, la Slovaquie et la Pologne.

^v A ce titre, voir un article du Monde diplomatique de septembre 2016, « A Washington, scénarios pour un conflit majeur. »